

Publications des départements et des offices de la Confédération

Approbation de tarifs d'institutions d'assurance privées

(Art. 46, 3^e al., de la loi du 23 juin 1978 sur la surveillance des assurances [RS 961.01])

L'Office fédéral des assurances privées a approuvé les tarifs suivants, qui concernent des contrats d'assurance en cours:

Décision du 30 octobre 1987

Tarif soumis par Helvetia-Accidents Société Suisse d'Assurances, Zurich, pour l'assurance responsabilité civile privée.

Décision du 5 août 1988

Tarif soumis par «Zurich» Compagnie d'Assurances, Zurich, pour l'assurance contre la maladie.

Décision du 16 août 1988

Tarif soumis par La Bernoise Compagnie d'Assurances sur la Vie, Berne, pour l'assurance contre la maladie.

Indication des voies de recours

Cet avis tient lieu, pour les assurés, de notification de la décision. Les assurés qui ont qualité pour recourir en vertu de l'article 48 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (RS 172.021) peuvent attaquer les décisions d'approbation de tarifs par un recours au Département fédéral de justice et police, 3003 Berne. Le mémoire de recours doit être déposé en deux exemplaires dans les 30 jours dès cette publication et doit indiquer les conclusions ainsi que les motifs. Pendant ce délai, la décision d'approbation du tarif peut être consultée auprès de l'Office fédéral des assurances privées, Güterstrasse 5, 3072 Ostermündigen.

20 septembre 1988

Office fédéral des assurances privées

Décision concernant une limitation de vitesse sur la route nationale N 9, entre Bex et Saint-Maurice

du 26 août 1988

Le Département fédéral de justice et police,

vu l'article 32, 3^e alinéa, de la loi fédérale sur la circulation routière¹⁾;
vu les articles 108, 1^{er} alinéa, et 110, 2^e alinéa, de l'ordonnance du 5 septembre 1979²⁾ sur la signalisation routière,

décide:

Article premier

Sur la route nationale N 9, la vitesse maximale est limitée à 100 km/h, en direction de Lausanne, du km 61.600 au km 58.880, par la galerie de Saint-Maurice et le tunnel de l'Arzilier.

Art. 2

L'article premier, chiffre 2, de la décision du Département fédéral de justice et police du 12 janvier 1988³⁾ concernant des limitations de vitesse sur la N 9, entre Bex et Saint-Maurice, est abrogé.

Art. 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours au Conseil fédéral, conformément à l'article 72, lettre a, de la loi fédérale sur la procédure administrative (PA)⁴⁾.

Art. 4

La présente décision entre en vigueur à l'expiration du délai de recours (30 jours après la publication dans la Feuille fédérale). Un recours éventuel n'aura pas d'effet suspensif (art. 55, 2^e al., PA)⁴⁾.

26 août 1988

Département fédéral de justice et police:
Kopp

¹⁾ RS 741.01

²⁾ RS 741.21

³⁾ FF 1988 I 212

⁴⁾ RS 172.021

Dénonciation d'un emprunt de la Confédération suisse

L'Administration fédérale des finances a décidé, en application de l'article 1^{er} des conditions d'émission, de dénoncer au remboursement anticipé le 11 janvier 1989 l'emprunt ci-après:

Emprunt de 5 3/4 % de la Confédération suisse 1982-1991 de 255 millions de francs nominal

Les porteurs d'obligations pourront les présenter, sans frais, au pair au remboursement aux guichets de la Banque nationale suisse et des instituts qui font partie du Consortium d'émission de Banques Suisses, de l'Union des Banques Cantonales Suisses, de l'Union de Banques Régionales et Caisses d'Epargne Suisses et du Groupement des banquiers privés de la Suisse alémanique. De son côté, la Banque nationale suisse, à Berne, remboursera les créances inscrites au Livre de la dette.

L'emprunt dénoncé au remboursement ne portera intérêt que jusqu'au 11 janvier 1989.

Numéro de valeur: 15545 pour les titres,
15546 pour les créances inscrites.

19 septembre 1988

Administration fédérale des finances

32337

Demandes d'octroi de permis concernant la durée du travail

Travail de jour à deux équipes (art. 23 LT)

- Imprimerie Grafiheld SA, 1020 Renens
atelier des machines
2 ho
31 octobre 1988 au 1^{er} novembre 1991 (renouvellement)
- Nivaflex SA, 2610 St-Imier
fabrication d'implants osseux et dentaires
12 ho
7 novembre 1988 au 8 novembre 1991 (renouvellement)

Travail continu (art. 25 LT)

- Compagnie vaudoise d'électricité, 1000 Lausanne
usine électrique, centrale La Peuffeyre
5 ho
20 juillet 1988 jusqu'à nouvel avis (modification)
- Cartonnerie et Papeterie de Moudon SA, 1510 Moudon
fabrication de papier
32 ho
28 juillet 1988 au 11 novembre 1989

(ho = hommes, f = femmes, j = jeunes gens)

Voies de droit

Toute personne touchée dans ses droits ou ses obligations par l'octroi d'un permis concernant la durée du travail et ayant qualité pour recourir contre une telle décision peut, dans les dix jours à compter de la présente publication, consulter le dossier, sur rendez-vous, auprès de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, division de la protection des travailleurs et du droit du travail, Gurten-gasse 3, 3003 Berne, (tél. 031 61 29 45/28 58).

✚ Permis concernant la durée du travail octroyés

Déplacement des limites du travail de jour

Motifs: Exécution de commandes urgentes, horaire d'exploitation nécessaire pour des raisons économiques (art. 10, 2^e al., LT)

- LE FRANC-MONTAGNARD SA, 2726 Saignelégier
atelier de presses
1 ho
10 octobre 1988 au 12 octobre 1991 (renouvellement)
- Raffinerie de Cressier SA, 2088 Cressier
laboratoire de contrôle
4 ho ou f
18 septembre 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)
- Laboratoires Sauter SA, 1214 Vernier-Genève
atelier de fabrication des suppositoires
1 ho, 1 f
15 août 1988 au 18 novembre 1988

Travail de jour à deux équipes

Motifs: Exécution de commandes urgentes, horaire d'exploitation nécessaire pour des raisons économiques (art. 23, 1^{er} al., LT)

- Arkina SA, 1401 Yverdon-les-Bains
atelier de soufflage des bouteilles en PET
4 ho
15 août 1988 au 19 août 1989
- Ramseyer & Cie SA, 2525 Le Landeron
atelier de décolletage
3 ho
29 août 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)
- Reuge SA, 1450 Ste-Croix
département accordage
2 ho
29 août 1988 au 30 septembre 1989
- Raffinerie de Cressier SA, 2088 Cressier
station de chargement
30 ho
19 septembre 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)
- Comadur SA, 2301 La Chaux-de-Fonds
usinage de verres de montres
14 ho, 2 f
29 août 1988 au 2 septembre 1989

- F.E.M. Fabrique d'Emballages Métalliques SA, 1907 Saxon
fabrication d'emballages métalliques
12 ho, 4 f
3 octobre 1988 au 5 octobre 1991 (renouvellement)

Travail de nuit et travail à trois équipes

Motifs: Horaire d'exploitation indispensable pour des raisons techniques ou économiques (art.17, 2^e al., et 24, 2^e al., LT)

- Comadur SA, 2301 La Chaux-de-Fonds
usinage de verres de montres
8 ho
29 août 1988 au 2 septembre 1989

Travail du dimanche

Motifs: Horaire d'exploitation indispensable pour des raisons techniques ou économiques (art. 19, 2^e al., LT)

- Raffinerie de Cressier SA, 2088 Cressier
laboratoire de contrôle
4 ho ou f
18 septembre 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)
- Manufacture Jaeger-Le Coultre SA, 1347 Le Sentier
remontage
1 ho
30 octobre 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)
- Demhosa SA, 2300 La Chaux-de-Fonds
atelier de décolletage
1 ho
31 juillet 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)

Travail continu

Motifs: Horaire d'exploitation indispensable pour des raisons techniques ou économiques (art. 25, 1^{er} al., LT)

- Raffinerie de Cressier SA, 2088 Cressier
raffinerie
80 ho
18 septembre 1988 au 23 septembre 1989 (renouvellement)
Permis avec dérogation en vertu de l'art. 28 LT
- Société des forces motrices de l'Avançon, 1880 Bex
centrale électrique
8 ho
20 juillet 1988 jusqu'à nouvel avis (renouvellement)

(ho = hommes, f = femmes, j = jeunes gens)

Voies de droit

Conformément à l'article 55, 2^e alinéa, LT et aux articles 44 ss, LPA, ces décisions peuvent être attaquées devant le Département fédéral de l'économie publique par recours administratif, dans les 30 jours à compter de la présente publication. Le mémoire de recours doit être présenté en deux exemplaires, il indiquera les conclusions, les motifs et les moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire.

Toute personne ayant qualité pour recourir peut consulter sur rendez-vous, pendant la durée du délai de recours, les permis et leur justificatif, auprès de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, Gurtengasse 3, 3003 Berne, (tél. 031 61 29 45/28 58).

20 septembre 1988

Office fédéral de l'industrie,
des arts et métiers et du travail :

Division de la protection des
travailleurs et du droit du travail

Gesuche für Rundfunk-Versuche

19. Nachtrag vom 20. September 1988

Demandes de concessions pour des essais locaux de radiodiffusion

19^e supplément du 20 septembre 1988

Domande per prove locali di radiodiffusione

19^o supplemento del 20 settembre 1988

A. Gesuche Demandes Domande

1. Radio
Radio
Radio
2. Besondere Rundfunkdienste
Prestations particulières de radiodiffusion
Prestazioni particolari di radiodiffusione

B. Einsichtnahme und Äusserungsrecht Droit de consulter les dossiers et de se prononcer Esame della documentazione e diritto di pronunciarsi

1. Einsichtnahme in Gesuchsunterlagen
Consultation des dossiers
Esame della documentazione relativa alla domanda
2. Äusserungsrecht
Droit de se prononcer
Diritto di pronunciarsi

Diese Veröffentlichung nach Artikel 30 Absatz 1 der Verordnung über lokale Rundfunk-Versuche (RVO) ist aufgrund der Angaben der Gesuchsteller zusammengestellt.

La présente publication répond à l'article 30, 1^{er} alinéa, de l'ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion (OER) et réunit les indications fournies par les requérants.

La presente pubblicazione è redatta, conformemente all'articolo 30 capoverso 1 dell'ordinanza sulle prove locali di radiodiffusione (OPR) in base ai dati forniti dai richiedenti.

A. Gesuche

Demandes

Domande

1. Radio Radio Radio

Gesuch Nr. 323 Radio Kranich

1. Gesuchsteller: Verein Radio Kranich Saanen
2. Aktivitäten im Medienbereich: keine
3. Sitz des Veranstalters: Gstaad
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Bern
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Gemeinde Saanen
6. Organisation: Verein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: offen (Mitglieder des Vereins)
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 16 450 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: –
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Mitgliederbeiträge, Beiträge der öffentlichen Hand, Zuwendungen

Zusammenfassung des Gesuchs

Der Verein Radio Kranich Saanen beantragt eine Versuchserlaubnis für ein Lokalradioprogramm in der Region Saanen. Verschiedene Programmgruppen werden im Durchschnitt täglich höchstens vier Stunden Eigenproduktionen schaffen. Dabei sollen die Meinungsbildung über Fragen des lokalen Zusammenlebens und das Verständnis für die Anliegen der Gemeinschaft und des lokalen kulturellen Lebens gefördert werden. Daneben werden Sendungen von DRS 1, DRS 3 und Couleur 3 übernommen.

Der Betrieb von Radio Kranich ist Sache des Vereins, bestehend aus Vereinsversammlung, Vorstand, Kontrollstelle, Programmgruppen, Programmkommission und technischer Kommission. Zur Finanzierung ist Werbung vorgesehen, nebst den Mitteln des Vereins (Mitgliederbeiträge usw.). Das Beschwerdeorgan setzt sich aus drei Personen des öffentlichen Lebens zusammen. Mit der Erstellung der Sendeanlage wird eine private Firma beauftragt. Soweit möglich besorgen die Mitglieder des Vereins den technischen Unterhalt.

Ziel des Rundfunkversuches ist es, ein breites Spektrum von lokalen Themen zu präsentieren und die Bevölkerung, insbesondere auch fremdsprachige Saisoniers, in die Programmgestaltung miteinzubeziehen. Der Schwerpunkt wird dabei auf die bessere Verständigung der verschiedenen Bevölkerungsgruppen gelegt. Es wird beabsichtigt, unter Mithilfe der Gemeinde und des Verkehrsverei-

nes saisonal bedingte Grossanlässe zu berücksichtigen und hierbei zu einer effizienteren und schnelleren Berichterstattung beizutragen (Tennisturnier usw.). Als Besonderheit des Projekts kann das angestrebte Engagement der Mitglieder des Vereins beim Betrieb des Lokalradios bezeichnet werden.

Gesuch Nr. 324 Radio Sola

1. Gesuchsteller: Gesellschaft Radio Sola, Ulrich Flückiger, Langenthal
2. Aktivitäten im Medienbereich: der Gesellschafter Kurt Salfinger ist Verleger der Oberaargauer Wochenzeitung «Das andere Blatt»
3. Sitz des Veranstalters: Langenthal
4. Im Versorgungsgebiet liegende Kantone: Solothurn, Aargau, Bern, Luzern
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Solothurn, Grenchen, Olten, Zofingen, Langenthal, Oberaargau, Grenzgebiet des Kantons Luzern
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: 13,5 Stellen
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 500 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 1 223 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs

(Text des Gesuchstellers)

Versorgungsgebiet, Zielsetzung

Das Lokalradioprojekt Radio Sola beabsichtigt, mit einem interkantonalen «Hörerradio» die Lücke in der Lokalradioversorgung zwischen den bestehenden und geplanten Stationen im schweizerischen Mittelland zu schliessen. Diese Erschliessung des Wirtschaftsgebietes 32 (WG 32) wird über eine drahtlose Versorgung mit Senderstandort Walderalp ob Niederbipp und dem Studiobetrieb in Langenthal sichergestellt.

Radio Sola wird die Eigenständigkeiten der Teilregionen verbinden, die Gemeinsamkeiten ausbauen und die gegenseitigen Kontakte fördern. Wir wollen ein echtes «regionales Forum» mit der Zielsetzung von Verbundenheit und gemeinsamer Entwicklung bereitstellen. Den Zuhörern, der Wirtschaft und den Behörden wird mit Radio Sola eine Hilfestellung geboten, um den zukünftigen Anforderungen in der Mittelland-Zentrumsregion besser gerecht zu werden.

Organisation

Nach Erteilung der Lokalradiokonzession entsteht aus der einfachen Gesellschaft eine Aktiengesellschaft. Die Aktionärsstruktur soll das Bild unseres Wirtschafts- und Gesellschaftslebens widerspiegeln und nicht zum Medium einer Interessengruppe aus dem Medien- oder Wirtschaftsbereich werden.

Programm

Das Programmkonzept bietet ein reichhaltiges Nachrichten- und Informationsprogramm im 24-Stunden-Betrieb an. Das regionale Geschehen soll ergänzend

mit den nationalen und internationalen Nachrichten von Radio DRS bereichert werden.

In Magazinsendungen werden die vielschichtigen Aspekte des regionalen Geschehens näher betrachtet. Die Partizipation von interessierten Personen und Organisationen ermöglicht aufgrund einer Ausbildung und Entlohnung der freiwilligen Mitarbeiter durch Radio Sola ein qualitativ hochstehendes Programm im Sinne eines regionalen Forums.

Abgerundet wird das Programm von Radio Sola durch eine grosse Zahl von kulturellen und sozialen Serviceleistungen. Vielfältige Rubriken und Veranstaltungshinweise erfüllen eine der zentralen Anforderungen an ein Lokalradio.

Finanzierung

Radio Sola wird das Investitionsbudget von 500 000 Franken aus den Aktionärsbeteiligungen selbst finanzieren und damit die gesamte Kostenstruktur von Anfang an auf eine gesunde Basis stellen.

In der Betriebsrechnung stehen den budgetierten Ausgaben von 1 223 000 Franken Einnahmen aus Werbegeldern von 1 200 000 Franken gegenüber.

Gesuch Nr. 325 Radio Lindenberg

1. Gesuchsteller: Anton Achermann, Luzern
2. Aktivitäten im Medienbereich: freier Journalist
3. Sitz des Veranstalters: Müswangen
4. Im Versorgungsgebiet liegende Kantone: Luzern, Aargau, Zug, Zürich
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: im Umkreis von 18 km von Müswangen
6. Organisation: Stiftung
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: –
8. Voraussichtliche Investitionskosten: –
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: –
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Eigenmittel

Zusammenfassung des Gesuchs

(Text des Gesuchstellers)

Die Zusammensetzung unseres Unternehmens besteht aus kulturell interessierten und engagierten Personen. Das Domizil befindet sich oberhalb Müswangen. Unsere Absicht, Kultur über den Äther der breiten Bevölkerung zugänglich zu machen, ist in den verschiedenen Fachkreisen auf sehr grosses Interesse gestossen.

Unsere Sendeanlagen werden inmitten des Kultur- und Erholungszentrums Hämikoner-Berg, wo sich übrigens auch das bestbekannte Luzerner Heimat- und Freilichtmuseum befindet, stationiert sein.

Kulturvermittlung also, aus dem Herzen einer Kulturstätte.

Die Grundbasis des Versuchszieles bildet die Kulturförderung. In erster Linie sollen die musikalischen Bedürfnisse der Bevölkerung gedeckt werden. Klassi-

sche und folkloristische Unterhaltung aus dem Sendegebiet wird Priorität haben. So werden wir zum Beispiel eine Mitwirkung der Musikschulen des Lehrerseminars Hitzkirch, des Klosters Baldegg oder des Konservatoriums Luzern ins Auge fassen.

Natürlich soll auch die «gesprochene Kultur» (Vorlesungen, Diskussionen, literarische Gespräche) ihren bestimmten Platz im Programm einnehmen. Internationale Neuigkeiten sowie Aktualitäten und Probleme aus den sich im Sendegebiet befindenden Gebieten sollen ebenfalls zum Informationsinhalt gehören.

Hauptziel: Einbezug und Information der Bevölkerung bei kulturellen Veranstaltungen sowie Förderung des Interesses und der aktiven Mitarbeit auf dem kulturellen Sektor.

Die organisatorische Struktur des Unternehmens sowie die Projektierung sämtlicher technischer Belange befinden sich in sorgfältiger und gewissenhafter Aufbauarbeit.

Wir sind der Meinung, dass die vermehrt auftretenden Kulturbedürfnisse unserer Bevölkerung gedeckt werden sollen.

Gesuch Nr. 313 Radio 91

1. Gesuchsteller: Genossenschaft Radio 91 (in Gründung), Alois Camenzind, Brunnen
2. Aktivitäten im Medienbereich: keine
3. Sitz des Veranstalters: Brunnen
4. Im Versorgungsgebiet liegende Kantone: Uri, Schwyz, Unterwalden, Luzern, Zug
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: im Umkreis von 20 km von Brunnen
6. Organisation: Genossenschaft, Gönnerverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: zehn
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 230 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 970 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs
(Text des Gesuchstellers)

Name

Radio 91.

Versorgungsgebiet

Teile der Kantone: Luzern, Schwyz, Uri, Unterwalden, Zug.

Die Programmcharakterisierung richtet sich aus nach: Regionalberichten, lokalen Nachrichten, Vorinformationen über Landesausstellung CH 91, aktuellen Geschehnissen, gemischt mit Musikunterhaltung.

Die Organisation besteht aus einer Genossenschaft und einem Veranstaltungs-Gönnerverein.

Die Vorfinanzierung (Investitionskosten) ist durch die Genossenschaft gewährt.

Die jährlichen Betriebskosten werden durch Werbung abgedeckt.

Das Beschwerdewesen läuft über die Genossenschaft, sichergestellt durch die Kontrollstelle.

Die Technik besteht aus einer typengeprüften Sendeanlage der Autophon AG.

Versuchsziel:

- Verstärkung der lokalen Nachrichten (da keine Tageszeitungen),
- Verbindung der Kantone Schwyz, Uri und Unterwalden,
- Information und Sprechorgan der CH 91.

Gesuch Nr. 326 Radio Rigi

1. Gesuchsteller: Kur- und Verkehrsverein Immensee für Radio Rigi AG (in Gründung)
2. Aktivitäten im Medienbereich: keine
3. Sitz des Veranstalters: Immensee
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Schwyz
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Bezirk Küssnacht
6. Organisation: Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: drei
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 200 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 304 500 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs

(Text des Gesuchstellers)

Name

Radio Rigi.

Versorgungsgebiet

Bezirk Küssnacht am Rigi.

Programmcharakterisierung

Sendezeiten: 06.00 Uhr–20.00 Uhr.

Schwergewicht: Musik, insbesondere Schweizer Volksmusik. Suisa-Gebühren gehen bekanntlich an Komponisten; somit fördert Radio Rigi einheimische Komponisten.

Berichte über lokale Ereignisse im Bezirk, Veranstaltungen. Hinweise auf Konzerte, Sportmöglichkeiten. Aktuelle Wettersituation, Wassertemperaturen, Schneebericht, Sturmwarnungen für Boote auf dem Zuger- und Vierwaldstättersee. Sendungen für Einheimische und Touristen (Fremdenverkehrsförderung). Monatlich ein- bis zweimal Schülerradio.

Organisation

Verkehrsvereine Immensee/Küssnacht/Merlischachen.

Finanzierung

Die Finanzierung von Studio und Sender wird von Privatpersonen gewährleistet. Im weiteren sind genügend Mittel vorhanden, um die Versuchsperiode ohne finanzielle Probleme über die Runden zu bringen. Die Initianten sind überzeugt, dass Radio Rigi dank guter Musikauswahl und raschen Informationen auch von einem breiten Publikum gehört wird und dementsprechend auch Werbezeit verkauft werden kann. Erste Zusicherungen für Werbespots liegen bereits vor.

Beschwerdewesen

Hiefür konnte Herr alt Bezirksammann Kaspar Landolt gewonnen werden. Herr Landolt ist ein von der ganzen Bevölkerung angesehener Politiker und bekannt für sein gesundes Urteilsvermögen.

Technik

Für die Technik sind als Lieferanten bzw. für Installationen und Unterhalt die PTT sowie die Studer-Revox vorgesehen.

Versuchsziel

Beweis, dass ein Kleinstlokalradio seine Berechtigung hat und auch finanziell ohne Subventionen machbar ist.

Besonderheiten

Radio Rigi unterscheidet sich von anderen Versuchen, indem es sich nur auf einen kleinen Raum konzentriert. Auch in einem relativ dünn besiedelten Gebiet ist eine schnelle Lokalinformation wichtig.

Gesuch Nr. 327 Radio Schwyz

1. Gesuchsteller: Radio Schwyz Betriebs-Aktiengesellschaft (in Gründung) bzw. Verein Radio Schwyz
2. Aktivitäten im Medienbereich: Kurzversuch «Radio Schwyz» vom 12. bis 15. Mai 1988, Beteiligung der Verleger von 40 Prozent am Aktienkapital vorgesehen
3. Sitz des Veranstalters: Schwyz
4. Im Versorgungsgebiet legender Kanton: Schwyz
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Kanton Schwyz
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft, Unterstützungsverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: 10 Vollstellen, 10–15 freie Mitarbeiter
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 180 850 Franken (ohne Studioeinrichtung und Sendeanlage)
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 1 154 268 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Der Kanton Schwyz teilt sich in zwei eigenständige Regionen. Medienmässig verfügt der Kanton über ein ganzes Zeitungsnetz. Bemühungen der Verleger für eine Zeitung, die den ganzen Kanton abdeckt, scheiterten nach Angaben der Verlage am Inseratenmarkt, der die Finanzierung einer Kantonszeitung nicht garantiere. Ein anderer Grund, der nach Meinung der Initianten von Radio Schwyz ein kantonales Medium verhinderte, ist die Konkurrenzsituation. Jedes neue Zeitungsprojekt konkurrenziert die verschiedenen Lokal- und Regionalzeitungen. Aus Konkurrenzangst opponierten die Verleger 1983 mit Erfolg gegen Radioprojekte im Kanton Schwyz. Diese Situation machten sich die benachbarten Lokalradios Zürisee und Sunshine zu Nutze. Im äusseren Kantonsteil wurde Radio Zürisee aktiv, im inneren Radio Sunshine. Bemühungen der beiden Radios für eine Ausweitung des Sendegebietes auf den Kanton Schwyz scheiterten an der Schwyzer Regierung, die sich für ein kantonales Medium stark macht. Deshalb unterstützt der Regierungsrat die Verbreitung von Informationen durch das Regionaljournal DRS/IRG. Die Behörden wollen verhindern, dass durch ausserkantonale Lokalradiostationen der Kanton in zwei Lager gespalten wird.

Das Gesuch von Radio Schwyz trägt den Überlegungen der Schwyzer Behörden Rechnung und propagiert ein kantonales Medium unter Einbezug der DRS-Nachrichten und der Regionaljournale. Durch den Betrieb von Studios in Innerschwyz und in Ausserschwyz, die abwechslungsweise senden, kann eine Benachteiligung einer Region verhindert werden. Damit die Randgebiete berücksichtigt werden können, plant Radio Schwyz den Betrieb eines mobilen Studios. Aus journalistischer Sicht werden die Informationen für die Schwyzer Bevölkerung nicht in einem Sendegefäss gesammelt ausgestrahlt, sondern es ist eine angemessene Information vorgesehen, bei der die Zuhörer sofort über die Geschehnisse und Begebenheiten in ihrem Kanton informiert werden. Das Projekt sieht vor, dass die beiden Kantonsteile aus kultureller, politischer, wirtschaftlicher und sportlicher Sicht miteinander verbunden werden. Deshalb wird ein eigenständiges Lokalradio realisiert, das nicht von ausserkantonalen Lokalradios abhängig ist.

Die Initianten von Radio Schwyz untersuchten während eines Kurzversuchs die Bedürfnisse für ein Lokalradio und die Akzeptanz dieses Mediums bei den Werbekunden. Sie kamen zum Schluss, dass das Bedürfnis für ein Radio, das den ganzen Kanton abdeckt, vorhanden ist. Radio Schwyz kann mit Werbung finanziert werden und ist aus politischer Sicht sinnvoll.

Für den Betrieb von Radio Schwyz soll eine Betriebs AG gegründet werden, die vom Verein Radio Schwyz unterstützt wird. In der Betriebs AG beanspruchen die Initianten 51 Prozent des Aktienkapitals. Die Verlage werden mit 40 Prozent des Aktienkapitals ins Projekt integriert. Damit wird verhindert, dass die Verlage eine publizistische Vormachtstellung erhalten. Die technischen Abklärungen haben ergeben, dass mit dem Sender Nätschboden der ganze Kanton zu 80 Prozent versorgt werden kann. Bedingung ist aber, dass die drahtlose Versorgung nur in Mono erfolgt. Der Stereo-Empfang wird über die verschiedenen Kabelanlagen im Kanton Schwyz gewährleistet.

Gesuch Nr. 328 Radio Svito

1. Gesuchsteller: Radio Svito AG (in Gründung), Dr. Hugo Triner, Schwyz
2. Aktivitäten im Medienbereich: die Initianten sind Verleger verschiedener Lokalzeitungen im Kanton Schwyz (Bote der Urschweiz u. a.)
3. Sitz des Veranstalters: Schwyz
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Schwyz
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Kanton Schwyz
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft, Förderungsverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: fünf festangestellte Mitarbeiter für die Bereiche Programm und Technik
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 450 000–550 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 584 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Gönnerbeiträge, Schenkungen von Verbänden, Beiträge der öffentlichen Hand

Zusammenfassung des Gesuchs

(Text des Gesuchstellers)

Name

Radio Svito (Namensänderung vorbehalten).

Versorgungsgebiet

Radio Svito soll den ganzen Kanton Schwyz abdecken. Als ein dem Kanton verbundenes Radio will es dessen Bewohner zu einem vermehrten Einheitsbild – Verbindung Inner- und Ausserschweyz – zu einem Kantonsbewusstsein verhelfen.

Programm-Charakterisierung/Versuchsziele

Mit einem gesamtkantonalen Radio soll versucht werden, die eigenständigen Kantonsteile einander näherzubringen. Da sich mit Ausnahme von zwei Kopfblättern der Glarner Nachrichten (Bote der March und Höfe/Neue Einsiedler Zeitung) alle Schwyzer Verleger am Lokalradio Svito beteiligen, sind alle Regionen miteinbezogen. Kein Kantonsteil kommt informationsmässig zu kurz.

Den Schwyzer Verlegern scheint es besonders wichtig, dass ein eigenständiges Lokalradio aufgebaut wird, so dass der Kanton Schwyz nicht durch ausserkantonale Radios dominiert wird.

Mit Radio Svito sollen politische, wirtschaftliche, kulturelle und gesellschaftliche Impulse, die von den einzelnen Gemeinden ausgehen, dem gesamten Kanton zugänglich gemacht werden. Der Lokalbezug wird dabei vorausgesetzt. Das Lokalradio soll die Funktion eines Meinungsforums für weite Bevölkerungsteile erfüllen, vor allem unter Einbezug der jüngeren Generationen. Vertreter verschiedener Geistesrichtungen können hier ihre Standpunkte einem sonst verzettelten Publikum darstellen – oder in Streitgesprächen verteidigen. Zur Förderung der Meinungsbildung trägt auch die prompte, umfassende und unabhängige Information der Redaktion aus allen Teilen des Kantons bei.

Vorgesehen ist eine «Fensterlösung» mit Radio DRS (inkl. Regionaljournal) mit

mindestens sechs Stunden Eigenprogramm. Eine Zusammenarbeit mit anderen Lokalradios ist nicht ausgeschlossen.

Mit zunehmendem Erfolg ist ein Ausbau der Eigenprogramme vorgesehen. Auch die Unterhaltung, Dienstleistungen und Hörerberatung sind wichtige Programmbestandteile. Der Verbreitung von Musik wird zudem eine besondere Bedeutung zukommen.

Organisation

- Aktiengesellschaft:
Verwaltungsrat, Geschäfts-/Programmleitung, Programmkommission,
- Beschwerdekommision,
- Verein zur Förderung des Lokalradios «Svito».

Finanzierung

Radio Svito wird primär durch Werbung finanziert. Als wirtschaftlicher Träger ist die Aktiengesellschaft mit einem Aktienkapital von 200 000 Franken vorgesehen. Daran sind die Verleger des Kantons Schwyz mit 50 Prozent, die GONG AG mit 15 Prozent und Dritte (Private, Unternehmen, Verbände, Parteien) mit 35 Prozent beteiligt.

Technik

Der technische Aufbau des Projekts entspricht den «Technischen Pflichtwerten für konzessionierte UKW-Sendeanlagen». Für das Versorgungsgebiet sind nach ersten Abklärungen folgende Sendestandorte vorgesehen:

Ausserschwyz:	Hombrechtikon
(PTT oder privat)	Benken
	Einsiedeln
Innerschwyz:	Schwyz (Huserenberg)
(privat)	Küssnacht

Als Studiostandorte sind vorgesehen:

- grosses Hauptstudio in Schwyz,
- kleines Studio in Ausserschwyz.

Gesuch Nr. 329 Radio Froburg

1. Gesuchsteller: Verein Radio SOL
2. Aktivitäten im Medienbereich: Mitglieder des Vereins Radio SOL sind als festangestellte oder freie Mitarbeiter bei regionalen Tageszeitungen, Wochen- und Monatsmagazinen journalistisch tätig. Einige Vorstandsmitglieder sind an der Herausgabe bzw. Gestaltung von Presseerzeugnissen beteiligt
3. Sitz des Veranstalters: Oberbuchsitzen
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Solothurn
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Bezirke Olten, Gösigen und Gäu
6. Organisation: Genossenschaft, Förderverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: drei bis fünf Personen (2½ Stellen), zusätzlich freie Mitarbeiter

8. Voraussichtliche Investitionskosten: 75 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 248 400 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, evtl. Mitgliederbeiträge

Zusammenfassung des Gesuchs
(Text des Gesuchstellers)

Sendegebiet

Kanton Solothurn, Bezirke Olten, Gösgen, Gäu.

Organisation

Genossenschaft, Förderverein;

Redaktion: drei bis fünf Personen für 2½ Stellen, freie Mitarbeiter und die Hörerinnen und Hörer.

Programm

Täglich 14 Stunden, davon 10 Stunden Eigenproduktionen;
drei Magazine mit Informationen, Reportagen und Musik;
täglich zwei Stunden Offener Kanal.

Finanzierung

Investitionen: 75 000 Franken;

jährliche Betriebskosten: 248 400 Franken;

finanziert durch Anteilscheine bzw. Werbespots und Werbedurchsagen.

Beschwerdewesen

Beschwerdekommision mit Einsitz eines kantonalen Vertreters.

Technik

Voraussichtlicher Sendestandort: PTT-Sender Froburg.

Versuchsziele

- Ergänzung von Radio DRS auf lokalem Gebiet;
- Aktivierung der Bevölkerung im politischen und kulturellen Bereich;
- Beteiligung der Hörerinnen und Hörer am Programm.

Besonderheiten

- Mischung aus professionellem Radio und Mitarbeit der Hörerinnen und Hörer;
- Radio auf die lokalen Verhältnisse zugeschnitten.

Gesuch Nr. 330 Radio 32

1. Gesuchsteller: Interessengemeinschaft Radio 32, Hans A. Röllli, Solothurn
2. Aktivitäten im Medienbereich: die meisten Aktionäre der künftigen Betriebs-Aktiengesellschaft sind Verleger (Vogt-Schild AG/Solothurner Zeitung u. a.)

3. Sitz des Veranstalters: noch nicht festgelegt
4. Im Versorgungsgebiet liegende Kantone: Solothurn, Bern, Aargau
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Grenchen – Balsthal – Olten – Schönenwerd – Zofingen – Langenthal – Solothurn (Wirtschaftsgebiet 32)
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft, Förderungsverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: acht Personen, nebst freischaffenden Redaktoren und Moderatoren
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 600 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 1 200 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Gönnerbeiträge, Schenkungen von Verbänden, Zuwendungen der öffentlichen Hand

Zusammenfassung des Gesuchs
(Text des Gesuchstellers)

Name

Radio 32.

Versorgungsgebiet

Das Versorgungsgebiet ist grösser als der in der RVO vorgesehene Ausdehnungskreis von 20 km. Das Wirtschaftsgebiet 32 (WG 32) umfasst den Raum Grenchen – Balsthal – Olten – Schönenwerd – Zofingen – Langenthal – Solothurn.

Programm-Charakterisierung

Radio 32 soll möglichst viele Eigenproduktionen senden, denkbar ist aber auch, dass Fremdproduktionen ausgestrahlt werden und mit anderen Sendern, insbesondere DRS, zusammengearbeitet wird. Die Berichterstattung über regionale Ereignisse sowie ein breit gefächertes Musikprogramm und der Einbezug der Hörer und deren Meinungsäusserung sind Radio 32 sehr wichtig. Aber auch die Unterhaltung, Kultur, Politik, Sport und Hörerberatungen sollen nicht zu kurz kommen.

Organisation

- Betriebsaktiengesellschaft,
- Verein zur Förderung des Lokalradios (Vorgesehen ist eine Zweckumwandlung des Vereins Radio Weissenstein),
- Beschwerdekommision,
- Programmkommission.

Finanzierung

Radio 32 wird primär durch Werbung finanziert. Als wirtschaftlicher Träger ist die Betriebsaktiengesellschaft mit einem Aktienkapital von 500 000 Franken vorgesehen.

Technik

Der technische Aufbau des Projekts entspricht den «Technischen Pflichtwerten für konzessionierte UKW-Sendeanlagen». Für das Versorgungsgebiet sollen

Sendeanlagen gebaut bzw. installiert werden. Die Senderstandorte werden mit der Generaldirektion PTT festgelegt und sind voraussichtlich Engelberg und Etziken bzw. Dornegg.

Gesuch Nr. 331 Studio B

1. **Gesuchsteller:** Verein zur Förderung regionaler Medien im Schwarzbubenland
2. **Aktivitäten im Medienbereich:** Verantwortliche und Mitwirkende auf allen Stufen verfügen über Berufserfahrung im Medienwesen
3. **Sitz des Veranstalters:** Breitenbach
4. **Im Versorgungsgebiet liegender Kanton:** Solothurn
5. **Umschreibung des Versorgungsgebiets:** Solothurnisches Schwarzbubenland
6. **Organisation:** Betriebs-Aktiengesellschaft, Förderungsverein
7. **Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter:** vier bis fünf vollamtliche Mitarbeiter, rund zwölf Teilzeit- und freischaffende Mitarbeiter
8. **Voraussichtliche Investitionskosten:** 155 000 Franken
9. **Voraussichtliche jährliche Betriebskosten:** 544 000 Franken
10. **Vorgesehene Finanzierung:** Werbung, Mitgliederbeiträge, Zuwendungen der öffentlichen Hand

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Der Verein zur Förderung regionaler Medien im Schwarzbubenland bezweckt mit dem vorliegenden Gesuch die Ausstrahlung eines Radioprogrammes, welches sich in erster Linie an die Bevölkerung des solothurnischen Schwarzbubenlandes richtet.

Es besteht ein Anachronismus, dass die wirtschaftlich stärkste Subregion in der Nordwestschweiz im Gegensatz zu anderen Subregionen über keine eigene Tageszeitung verfügt. Dieser Zustand begünstigt extrem, wie man in der letzten Zeit leider mitverfolgen musste, die Entfremdung von der eigenen Heimat, der einzigen Solothurner Amtei nördlich des Juras.

Das vorliegende Projekt soll abklären, ob ein Lokalradio das Medium sein kann, das der immer noch sehr stark ausgeprägt vorhandenen Vereinslandschaft und politischen Kultur eine Plattform zur Selbstdarstellung bieten kann. Eine solche Selbstdarstellung ist Voraussetzung für die Erhaltung der kulturellen und politischen Eigenständigkeit des Schwarzbubenlandes.

Darüber hinaus soll dieser Rundfunkversuch auch zeigen, ob es möglich ist, auf diesem Wege vermehrt wieder die Kantonsbewohner nördlich des Juras für die Informationen aus der Politik im Kanton und der Kantonshauptstadt zu interessieren. Dieses Projekt ist also ein Lösungsvorschlag für ein Problem, das seit geraumer Zeit die medienpolitische Diskussion im Kanton Solothurn dominiert und zwischenzeitlich allgemein erkannt wird.

Das gewählte Konzept versucht, den Gegebenheiten, insbesondere den Voraussetzungen für die Finanzierung, gerecht zu werden. So sollen die gesteckten Ziele schrittweise, bei stetiger qualitativer Verbesserung des Programms, erreicht werden.

Der beabsichtigte Versuch soll zudem Erkenntnisse für die Medienförderung des Kantons Solothurn im Rahmen des kommenden Mediengesetzes erbringen. Durch dieses Gesetz soll vor allem in den Randregionen die Versorgung mit eigenen Medien sichergestellt werden.

Gesuch Nr. 333 Radio Engiadina

1. Gesuchsteller: Wolf Mettler für die zu gründende Betriebsgesellschaft
2. Aktivitäten im Medienbereich: Wolf Mettler war als Moderator und Programmchef von Radio Rediffusion tätig
3. Sitz des Veranstalters: Samedan
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Graubünden
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Engadin
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: drei
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 195 874 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 325 625 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, evtl. Zuwendungen von Dritten

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Inhalt und Aufbau des Programms

Radio Engiadina möchte in der Region vor allem den drei folgenden Bedürfnissen Rechnung tragen:

- als touristisches Lokalradio den Gast möglichst aktuell über die verschiedenen Möglichkeiten seines Aufenthalts zu informieren;
- der einheimischen Bevölkerung über das neue Medium ein rasches, preisgünstiges und aktuelles Sprachrohr zu verschaffen und dem Bedürfnis nach einem fröhlichen und unterhaltsamen Radio nachzukommen;
- den Anliegen der romanischen Bevölkerungsgruppen zu dienen, indem das Romanische im Programm von Radio Engiadina seinen festen Platz haben wird.

Radio Engiadina sieht einen klar strukturierten und regelmässigen Sendeplan vor. Somit kann sich die Hörerschaft an bestimmte Sendezeiten gewöhnen und wird bald wissen, worüber sie zu welcher Zeit sich mit Informationen eindecken kann. Das Sendekonzept wird so angelegt, dass eine möglichst breite Hörerschaft – Einheimische und Gäste – angesprochen wird. Radio Engiadina will auch das Zusammenleben der verschiedenen Gruppen im Verbreitungsgebiet (deutschsprachige Einheimische, romanischsprachige Einheimische, Touristen, Fremdarbeiter) fördern und, soweit es in seinen Kräften steht, zur Integration dieser Gruppen beitragen.

Da der Betrieb von Radio Engiadina mit einem relativ kleinen festen Mitarbeiterstab gewährleistet werden soll, wird es ganz besonders auf die Mitarbeit vieler Organisationen und anderer Interessenten im Verbreitungsgebiet angewiesen sein.

Organisation und Finanzierung

Veranstalterin ist die Betriebsgesellschaft Radio Engiadina AG (in Gründung). Es handelt sich um eine Aktiengesellschaft mit zwei zusätzlichen statutarischen Organen, der Redaktion und der Programmaufsichtskommission.

Die Redaktion bestreitet das Programm gemäss den Richtlinien des Redaktionsstatuts, welches auch die redaktionelle Unabhängigkeit der Programmschaffenden gegenüber Dritten gewährleistet. Verantwortlich ist die Redaktion lediglich der Aufsichtskommission (abgesehen von eventuellen Auflagen des öffentlichen Rechts), welche die ihr anvertraute Aufgabe der Aufsicht und des Beschwerdewesens gemäss ihrer Geschäftsordnung wahrnimmt.

Der Verwaltungsrat übernimmt mit dem ihm zur Verfügung stehenden Mitarbeiterstab die allgemeinen Betriebsaufgaben. In einer zweiten Phase soll die Akquisition von Werbeaufträgen einer selbständigen AG übertragen werden, um die Unabhängigkeit von Radio Engiadina noch besser zu gewährleisten.

Der Programmbetrieb von Radio Engiadina wird durch Werbung und allenfalls durch Zuwendungen von öffentlicher oder privater Hand im Verbreitungsgebiet finanziert, sofern diese Zuwendungen nicht an irgendwelche Bedingungen geknüpft sind.

Der wesentliche Unterschied zu dem 1984 vorgelegten Projekt besteht in der geplanten Zusammenarbeit mit Radio GRischa. Radio Engiadina wird täglich ein Eigenprogramm von etwa zehn Stunden bestreiten und für die restliche Zeit auf den GRischa-Programmt Teppich zurückgreifen. Dies erlaubt eine erhebliche Reduktion sowohl von Investitions- als auch Betriebskosten.

Gesuch Nr. 334 Aargauer Regionalradio

1. Gesuchsteller: Interessengemeinschaft Lokalradio Region Freiamt, Interessengemeinschaft Lokalradio Region Aarau/Lenzburg, Interessengemeinschaft Lokalradio Region Baden/Brugg, Harry Müller-Holliger, Unterdendingen
2. Aktivitäten im Medienbereich: verschiedene Mitglieder der Interessengemeinschaften sind journalistisch tätig. Unter dem Namen ALORA betreiben sie einen Rundfunk-Kurzversuch
3. Sitz des Veranstalters: –
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Aargau
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Kanton Aargau mit Ausnahme einiger Gemeinden im Bezirk Laufenburg
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: vier Halbtagsstellen, freiwillige Mitarbeiter
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 175 000 Franken

9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 250 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Betriebsbeiträge der Trägerschaft, projektgebundene Beiträge für Programmoptionen, Starthilfebeiträge

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Der Kanton Aargau, ein grosser, relativ dicht besiedelter und wirtschaftlich starker Mittellandkanton, kämpft einmal mehr mit seiner oder vielmehr die Aargauerinnen und Aargauer mit ihrer Identität: Lokalradios winken von allen Seiten, und keines wird ihren Ansprüchen gerecht.

Erstaunlich, dass in der ersten Runde der Konzessionsvergaben im Aargau zwar viele Projekte vorlagen, doch keines zur Realisierung gelangte. Es wird höchste Zeit, dass sich daran etwas ändert. Die Interessengemeinschaften Lokalradio, welche in den Regionen Aarau/Lenzburg, Baden/Brugg und im Freiamt vor etwas mehr als einem Jahr gegründet worden sind, verfolgen alle ähnliche Ziele: Sie wollen im Aargau ein unabhängiges Radio betreiben, welches nicht kommerzielle Ziele verfolgt, sondern zur Bereicherung der Medienlandschaft beiträgt.

Das Aargauer Regionalradio ist ein eigenständiges, unabhängiges Radioprojekt, welches von Programm, Ausrichtung und Struktur her der Verordnung über lokale Rundfunkversuche (RVO) vollumfänglich zu entsprechen vermag.

Das Programm besteht vorab aus zwei professionell erzeugten Magazinsendungen am Morgen und am Vorabend, einem Informationsblock am Abend und einer täglichen Plattform, die einem breiten Publikum die eigenhändige Gestaltung von Sendungen ermöglicht. Inmitten seiner Hauptsendezeiten am Morgen und abends überträgt das Aargauer Regionalradio das journalistisch bestandene, aber besonders im primären Ausstrahlungsgebiet des Aargauer Regionalradios, dem Freiamt, schlecht zu empfangende Regionaljournal AG/SO von Radio DRS.

Als Optionen, die zum Teil von der freiwilligen oder bescheiden bezahlten Mitarbeit von Personen aus der Trägerschaft abhängen, sind Sendungen am späteren Abend sowie an Wochenenden vorgesehen. Letzteres vor allem im Zusammenhang mit grösseren Anlässen. Auch die tägliche Plattform kann z. B. im Vorfeld von Gemeindeabstimmungen zeitlich erweitert werden.

In den Produktionspausen überträgt das Aargauer Regionalradio ausgewählte Programme aus dem Angebot von Radio DRS, es versteht sich als Komplementärsender im Sinne der SRG. Es entspricht der Grundidee des Aargauer Regionalradios, attraktive Programme von DRS zu übernehmen und gezielt durch Programme mit verstärktem Lokalbezug zu ergänzen.

Als Senderstandort ist das Maiengrün im unteren Freiamt vorgesehen. Mit der Übernahme durch die bestehenden Gemeinschaftsantennen kann praktisch der gesamte Kanton Aargau, das Fricktal mit eingeschlossen, versorgt werden.

Das Aargauer Regionalradio steht allen offen, auch Interessenverbänden und Verlegern, ohne dass damit die Unabhängigkeit der Information gefährdet wäre. Die bereits heute regional organisierte Trägerschaft gewährleistet die inte-

grierende Funktion des Projektes für den Aargau und kann mit ihrer Beteiligung am Aktienkapital der Betriebsgesellschaft den Verlauf des Versuchs wesentlich mitbestimmen. Allerdings wird die Hälfte des Aktienkapitals unter natürlichen und juristischen Personen im Aargau breit gestreut. Das Aargauer Regionalradio kann somit auch als alleiniges Radio im Aargau den vielfältigen Ansprüchen gerecht werden.

Die Ausgaben von rund 300 000 Franken pro Jahr werden schwergewichtig mit Werbeeinnahmen finanziert. Die Beiträge der Trägerschaft und projektbezogene Beiträge dienen zur Mitfinanzierung der Plattform und der Programmoptionen.

Gesuch Nr. 321 Radio Aargau

1. Gesuchsteller: Ringier AG im Namen der noch zu gründenden Radio Aargau AG
2. Aktivitäten im Medienbereich: die Ringier AG gestaltet, druckt und verlegt diverse Zeitungen, Illustrierte, Magazine und Bücher und ist im Bereich der elektronischen Medien tätig. Als weitere Verleger sind die Zofinger Tagblatt AG und die Sauerländer AG am Projekt beteiligt.
3. Sitz des Veranstalters: Zofingen
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Aargau
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Kanton Aargau
6. Organisation: Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: 16 festangestellte Redaktoren und Moderatoren
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 2 120 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 3 539 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Radio Aargau soll ein dem Kanton verbundenes Radio sein, das den Aargauern zu einem vermehrten Einheitsbild, einem vermehrten Kantonsbewusstsein verhelfen will. Mit einer raschen, umfassenden und unabhängigen Information aus allen Teilen des weitläufigen Kantons will die Redaktion zur Förderung der Meinungsbildung beitragen. Radio Aargau will ein Vollprogramm bestreiten (sieben Tage die Woche, 24 Stunden am Tag, davon 16 Stunden live) und damit zu einer ergänzenden publizistischen Stimme werden, die im ganzen Kanton hörbar ist.

Radio Aargau soll in Form einer Aktiengesellschaft geführt werden. An dieser sind nebst Ringier Zofingen das Zofinger Tagblatt, der Sauerländer Verlag, der Aargauer Gewerkschaftsbund, die Vereine Pro Argovia und FC Aarau sowie die eigenen Radio-Mitarbeiter beteiligt. Für den Redaktionsbetrieb sind 16 festangestellte Redaktoren und Moderatoren vorgesehen. Eine unabhängige Beschwerdestanz soll gebildet werden.

Die Finanzierung der Radio Aargau AG soll ausschliesslich über Werbeeinnah-

men erfolgen. Zur Abwicklung der Werbetätigkeit beabsichtigen wir eine eigenständige Werbeakquisitionsfirma zu gründen.

Die Sendestation ist auf der Gisliflue nordöstlich von Aarau vorgesehen. Das Radioprogramm soll aber auch über die Aargauer Kabelnetzbetriebe verbreitet werden. Als Alternative käme auch die Wasserflue in Frage, vor allem dann, wenn der neue PTT-Sendemast mitbenützt werden könnte. Baden soll Redaktions- und Studiostandort sein. Ein mobiler Übertragungswagen und verschiedene Standleitungen sollen dafür sorgen, dass regelmässig aus den verschiedensten Gebieten des Kantons gesendet werden kann.

Gesuch Nr. 322 Radio Argovia

1. Gesuchsteller: Projektgruppe Lokalradio Aargau, bestehend aus Heinz Bächinger (Aargauer Tagblatt), Peter Wanner (Badener Tagblatt), Franz-Anton Glaser/Markus Ruoss (Tele Columbus) und Christian Stärkle für die Betriebs-Aktiengesellschaft Radio Argovia (in Gründung)
2. Aktivitäten im Medienbereich: sämtliche Initianten und ein Grossteil der Aktionäre der künftigen Betriebs-Aktiengesellschaft sind im Printmedienwesen tätig
3. Sitz des Veranstalters: Brugg
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Aargau
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: gesamter Kanton Aargau, evtl. nur Hauptachse Baden-Aarau
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft, Förderungsverein
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: 18
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 753 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 2 500 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, evtl. Gönnerbeiträge, Schenkungen von Verbänden, Zuwendungen der öffentlichen Hand

Zusammenfassung des Gesuchs (Text des Gesuchstellers)

Name

Radio Argovia.

Versorgungsgebiet

Das Versorgungsgebiet ist aufgrund der RVO und der darin enthaltenen Bestimmung über die Ausdehnung von 20 km die Hauptachse Aarau-Baden. Der gesamte Kanton muss möglichst bald in das Sendegebiet miteinbezogen werden. Die Gründe dafür sind unter anderem die verschiedenen Strömungen des Kantons, die unter einen «Hut» gebracht werden sollten.

Eventualiter sei deshalb hier der gesamte Kanton Aargau als Sendegebiet erklärt.

Programm-Charakterisierung

Radio Argovia wird ein eigenständiges Programm haben. Die Hauptaufgabe sieht Radio Argovia in der Verbreitung der kantonalen und regionalen Berichterstattung. Berücksichtigt werden dabei die Struktur der Gesellschaft, wie auch die verschiedenen Orientierungen der Bevölkerung (z. B. Fricktal). Die wichtigsten Programmbestandteile bilden die Berichterstattung über regionale Ereignisse, Unterhaltung, insbesondere die Musik, Kultur, Politik und Sport. Hinzu kommen allfällige Hörerberatungen sowie periphere Dienstleistungen wie Tips aus dem Alltag.

Das Musikangebot wird breit gefächert sein und jede Altersklasse soll sich angesprochen fühlen. Es ist deshalb ein Anliegen, Musik aus allen Sparten und Epochen zu spielen, um allen Anforderungen gerecht zu werden.

Organisation

- Betriebsaktiengesellschaft, Generalversammlung, Verwaltungsrat, Geschäfts-/Programmleitung, Programmkommission;
- Beschwerdekommision;
- Verein, Vereinsversammlung, Vereinsvorstand;
- Werbeaktiengesellschaft, Generalversammlung, Verwaltungsrat.

Finanzierung

Radio Argovia wird primär durch Werbung finanziert. Als wirtschaftlicher Träger ist die Betriebsaktiengesellschaft mit einem Aktienkapital von 1 Million Franken vorgesehen.

Technik

Der technische Aufbau des Projekts entspricht den «Technischen Pflichtwerten für konzessionierte UKW-Sendeanlagen». Für das Versorgungsgebiet sollen Sendeantennen gebaut bzw. installiert werden. Nach Vorschlag der PTT gelten als mögliche Standorte: Maiengrün und Hang der Läger.

Versuchsziele

Versuchsziele sind:

- Auswirkungen einer zusätzlichen Stimme in der Medienlandschaft des Aargaus,
- Abklärung über die Auswirkungen der Werbung auf lokale Zeitungen
- Versuch über die Zusammenarbeit in der Informationsbeschaffung der lokalen Zeitungen mit der Radioredaktion,
- Auswirkungen der medialen Klammer auf die Medienlandschaft im Kanton.

Gesuch Nr. 336 Radio Alpin

1. Gesuchsteller: Oscar Supersaxo, Saas Fee
2. Aktivitäten im Medienbereich: keine
3. Sitz des Veranstalters: Saas Fee
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Wallis
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Saastal

- 6. Organisation: Aktiengesellschaft
- 7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: drei
- 8. Voraussichtliche Investitionskosten: 190 000 Franken
- 9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 209 000 Franken
- 10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs
(Text des Gesuchstellers)

«Radio Alpin» ist ein Lokalradio mit Standort in Saas-Fee. Das Radio will Hörer allen Alters im Saastal mit Touristik- sowie lokalen, nationalen und internationalen Informationen und Musik versorgen.

Am 1. November 1989 soll erstmals eine Sendung ausgestrahlt werden. Der Versuch soll mehrere Jahre dauern.

Träger des Radio Alpin ist eine noch zu gründende Aktiengesellschaft. Die Investitionen werden teilweise mit einbezahlem Aktienkapital und teilweise mit Krediten finanziert. Die laufenden Aufwendungen sollen nach Möglichkeit durch Werbesendungen finanziert werden.

Herr Jentsch Oscar, diplomierter Bücherexperte aus Brig, wird Beschwerdeorgan.

Die Studioeinrichtungen werden voraussichtlich von der Firma Studer International AG in Regensdorf installiert. Das Programm soll von der PTT gesendet werden.

Nebst der Versorgung mit Informationen und Musik sollen in diesem Versuch die Bedürfnisse nach zusätzlichen Kommunikationsmöglichkeiten und neuen Programmbedürfnissen im Saastal abgeklärt werden.

Das Programm soll zusätzlich die Gäste im Saastal schnell über Dinge informieren, die den Aufenthalt des Gastes angenehmer und interessanter gestalten können. Land und Leute des Saastales sollen dem Gast nähergebracht werden und ihm helfen, sie zu verstehen.

Gesuch Nr. 337 Radio Oberwallis

1. Gesuchsteller: Rotten-Verlags AG und Gemeindezweckverband Oberwallis für Betriebsgesellschaft Radio Oberwallis (in Gründung)
2. Aktivitäten im Medienbereich: die Rotten-Verlags AG ist Herausgeberin der Zeitschrift «Wallis». Das ihr nahestehende Verlagshaus Mengis ist Herausgeber der Tageszeitung «Walliser Bote». Der Gemeindezweckverband Oberwallis ist Träger für die Ausstrahlung der sechs Fernsehprogramme im Oberwallis
3. Sitz des Veranstalters: Visp
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Wallis
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Rhonetal von Oberwald bis und mit Salgesch, inklusiv Seitentäler, exklusiv das Versorgungsgebiet von Radio Matterhorn

6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: fünf
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 496 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 452 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung, Beiträge von Institutionen

Zusammenfassung des Gesuchs
(Text der Gesuchsteller)

Name

Radio Oberwallis.

Versorgungsgebiet

Gesamtes Oberwallis, exklusiv Versorgungsgebiet Radio Matterhorn.

Programmcharakterisierung/Schwergewicht

Sendungen zum regionalen Geschehen in allen Bereichen, die für die Bevölkerung des Oberwallis von Interesse sind: Kultur, Freizeit, Sport, Unterhaltung.

Dauer

Vorerst vier bis sechs Stunden, nach entsprechender Erfahrung Ausbau auf zehn Stunden.

Versuchsziele

- Förderung und Erhaltung des Brauchtums und der Kultur in der Region,
- Erhaltung der Eigenständigkeit und Förderung der lokalen Einheit,
- Anregung und Förderung der Diskussion von lokalen und nationalen Problemen, kultureller, wirtschaftlicher, politischer und religiöser Art, durch vermehrten Einbezug der Hörer in die Gestaltung und Produktion der Sendungen,
- Möglichkeit bei Katastrophen und Unfällen, aber auch kurzfristige Sperrungen von Strassen im Winter oder zu starkes Verkehrsaufkommen im Sommer, die Bevölkerung zu orientieren.

Organisation

Gründung einer Betriebsgesellschaft Radio Oberwallis (Aktiengesellschaft).

Finanzierung

Werbbeeinnahmen und Beiträge.

Beschwerdewesen

Beschwerdekommission von drei Personen (Vertreter Kanton, Vertreter SRG, Rektor Kollegium Brig).

Technik

In Zusammenarbeit mit der PTT, teilweise bestehende Sender.

Besonderheiten

- Das Oberwallis ist dünn besiedelt (43,5 Personen/km²), demnach ist die Voraussetzung für eine Ausdehnung des Versorgungsgebietes über 20 km laut Artikel 7 Abs. 3 und 4 gegeben,
- das Oberwallis ist kommunikativ ein unterversorgtes Gebiet. Wir wollen dies verbessern durch die Verbreitung von Informationen, Unterhaltung und Kultursendungen, die spezifisch auf die lokalen Bedürfnisse zugeschnitten sind,
- der Gemeindefachverband umfasst mit einer Ausnahme sämtliche Gemeinden des Oberwallis,
- im Oberwallis besteht mit Ausnahme des Radio Matterhorn, welches nur ein kleines Gebiet abdeckt, kein ähnliches Projekt,
- kultureller Austausch zwischen Ober- und Unterwallis wird durch gemeinsame Sendungen sehr stark gefördert.

Gesuch Nr. 338 Radio Rottu

1. Gesuchsteller: Aktiengesellschaft Radio Rottu AG in Gründung, Georges Schmid, Visp
2. Aktivitäten im Medienbereich: einer der Initianten ist an der Herausgabe und Gestaltung des «Visper-Anzeigers» beteiligt
3. Sitz des Veranstalters: Visp
4. Im Versorgungsgebiet liegender Kanton: Wallis
5. Umschreibung des Versorgungsgebiets: Oberwallis ohne das Versorgungsgebiet von Radio Matterhorn, das heisst Brig/Naters und das Goms bis Oberwald, Rhonetal von Susten bis Visp, Saasertal, Visp/Glis-Region Stalden
6. Organisation: Betriebs-Aktiengesellschaft
7. Voraussichtliche Anzahl Mitarbeiter: rund 14 Personen, nebst freien Mitarbeitern
8. Voraussichtliche Investitionskosten: 295 000 Franken
9. Voraussichtliche jährliche Betriebskosten: 866 000 Franken
10. Vorgesehene Finanzierung: Werbung

Zusammenfassung des Gesuchs

Für die in Gründung stehende Aktiengesellschaft Radio Rottu AG wird eine Versuchs-erlaubnis für ein Lokalradioprogramm im Oberwallis beantragt. Vorgehen ist ein täglicher Sendebetrieb rund um die Uhr. Inhaltliche Schwerpunkte sind Lokalinformationen, Berichterstattung über nationale und internationale Ereignisse, Orientierung über kulturelle, touristische und sportliche Veranstaltungen in der Region sowie spezielle Berichte über Sachverhalte regionaler Bedeutung. Angestrebt wird die Förderung des regionalen musischen und literarischen Schaffens, die Sicherstellung einer permanenten Infrastruktur zur Alarmierung der Bevölkerung in Katastrophenfällen und die Erhaltung der sprachlichen Eigenart der Region. Der Betrieb von Radio Rottu ist Sache der zu gründenden Aktiengesellschaft. Das Beschwerdeorgan besteht aus drei Personen. Zur Finanzierung ist Werbung vorgesehen. Mit der Erstellung der Sendeanlage

wird nach Absprache mit der PTT ein privates Unternehmen beauftragt. Das Versuchsziel besteht u. a. in der Abklärung, ob im Oberwallis ein Bedürfnis nach einer zusätzlichen Kommunikationsmöglichkeit vorhanden ist.

Demande n° 339 Sierre Canal 9

1. Requéant: Sierre Canal 9, Gérard Bonvin, Sierre
2. Activités dans le domaine des médias: quatre ans d'activité télévisuelle
3. Siège de l'organisateur: Sierre
4. Canton se trouvant dans la zone d'arrosage: Valais
5. Description de la zone d'arrosage: district de Sierre, Anniviers dans la deuxième étape
6. Organisation: Association
7. Nombre probable de collaborateurs: –
8. Budget probable des investissements: 150 000 francs
9. Coûts d'exploitation probables: 238 000 francs
10. Financement prévu: publicité, dons, cotisations

Récapitulation de la demande (texte du requérant)

Nom

Sierre Canal 9.

Zone arrosée

District de Sierre (Loèche), dans un deuxième temps Anniviers.

Caractéristique du programme

Extension de l'animation et complémentarité au projet NOMOCOM, projet de télécommunication globale, dans le cadre des «Communes modèles pour la communication», dans lequel Canal 9 est déjà inclu.

Durée

24 heures sur 24, essentiellement de productions propres.

Organisation

Basée sur celle de Sierre Canal 9.

Financement

Investissement: capital 150 000 francs.

Exploitation: recettes publicitaires, dons, cotisations.

Commission des plaintes

Basée sur la commission des plaintes de Sierre Canal 9 (TV).

Technique

Diffusion dans un premier temps par le Télé-réseau actuel, et dans un deuxième temps, par voies hertziennes.

Objectifs de l'essai

Extension de l'animation et de l'information déjà donnée par Sierre Canal 9 (TV) et complémentarité au projet NOMOCOM.

Particularités

Expérimenter un nouvel outil d'animation communautaire.

Demande n° 340 Radio Crans-Montana

1. Requérent: Radio Crans-Montana SA (en formation), Pierre-Joseph Crettaz, Crans-sur-Sierre
2. Activités dans le domaine des médias: Jean Matcham, actionnaire et collaborateur, a travaillé pour plusieurs stations de radio en Angleterre. Patrick Jossier, actionnaire et collaborateur, est le créateur en France des sociétés Peritel, Logystem et Alpha Vidéo Production.
3. Siège de l'organisateur: Crans-sur-Sierre
4. Canton se trouvant dans la zone d'arrosage: Valais
5. Description de la zone d'arrosage: Haut-Plateau de la région de Crans-Montana, englobant principalement les communes de Chermignon, Icogne, Mollens VS, Montana, Lens et Randogne
6. Organisation: société anonyme
7. Nombre probable de collaborateurs: sept, ainsi que des animateurs bénévoles
8. Budget probable des investissements: 92 336 francs
9. Coûts d'exploitation probables: 300 000 francs environ
10. Financement prévu: publicité

Récapitulation de la demande

(texte du requérant)

La zone d'arrosage sera le Haut-Plateau de la région de Crans-Montana, englobant principalement les communes de Chermignon, Icogne, Lens, Mollens VS, Montana et Randogne.

Les programmes prévus sont principalement basés sur l'information locale et le divertissement (musique pour tous, interview, jeux...).

La durée des émissions est de 16 heures par jour, tous les jours, toute l'année.

Radio Crans-Montana sera géré par la société anonyme RCM. Un comité de direction composé d'habitants du Haut-Plateau sera chargé de l'analyse des problèmes de la station et de son orientation à moyen et long terme.

L'organe chargé de traiter les réclamations éventuelles émanant du public sera notre comité d'écoute, composé des membres du comité de direction et de M. Pierre-Joseph Crettaz, administrateur de RCM SA.

Le financement de l'équipement de la station et la période de démarrage se fera par l'apport en capital et en compte courant des associés. Le fonctionnement sera ensuite financé par la publicité.

L'équipement prévoit un studio pour interview, une régie annexe pour la diffusion de la musique et des communiqués, une régie principale et un émetteur de marque Telefunken diffusant en stéréophonie.

2. **Besondere Rundfunkdienste** **Prestations particulières de radiodiffusion** **Prestazioni particolari di radiodiffusione**

Demande n° 1061 Octovision

1. Requéant: Octovision (société en formation), Jean-Marc Revaz, Directeur des Services Industriels, Martigny
2. Activités dans le domaine des médias: Les Services Industriels de Martigny exploitent depuis 1977 un télé-réseau. Ils sont en outre propriétaires de l'émetteur de la radio locale, Radio Martigny. La Jeune Chambre Economique de Martigny, partenaire de la Société, édite depuis 1969 un memento local, tiré à 10 000 exemplaires.
3. Siège de l'organisateur: Martigny
4. Canton se trouvant dans la zone d'arrosage: Valais
5. Description de la zone d'arrosage: Martigny, Charrat, Bovernier, Martigny-Combe et Vernayaz
6. Organisation: association
7. Nombre probable des collaborateurs: –
8. Budget probable des investissements: Un investissement relativement peu élevé est nécessaire
9. Coûts d'exploitation probables: –
10. Financement prévu: Tous les frais de matériel seront pris en charge par les services Industriels de Martigny

Récapitulation de la demande (texte du requérant)

Le but de notre demande de concession est la mise sur pied d'un memento local diffusé par le Télé-réseau des Services Industriels (S.I.) de la Ville de Martigny. Ce projet, intitulé Octovision, arrosera les communes de Martigny, Charrat, Bovernier, Martigny-Combe et Vernayaz, raccordées au Télé-réseau des S.I. de Martigny.

Octovision diffusera des informations fournies par les Offices du Tourisme, les administrations communales, les sociétés locales, les associations régionales ou autres. Il s'agira d'informations à caractère culturel, sportif ou touristique, d'un intérêt régional. Elles se présenteront à l'écran sous forme de câblotexte et de télétexte pour les possesseurs d'un décodeur Teletext.

Octovision diffusera en outre des films de manifestations culturelles (fêtes de chant, fêtes de musique, etc...), sportives ou autres. Ces films seront produits par les Sociétés de Développement des communes concernées.

Les informations en câblotexte seront diffusées de 08 à 19 heures tous les jours. Quant aux films vidéo, 4 à 6 heures de diffusion hebdomadaire sont prévues. Un fond sonore musical sera assuré.

Octovision pourra être capté sur le canal S4 du Têlêréseau, des Services Industriels de Martigny. Les programmes seront injectés à la station de tête de Raivoire, équipée pour ce genre de prestations.

Le projet sera financé par les Services Industriels de Martigny en ce qui concerne le matériel et par la société requérante pour ce qui est des coûts d'exploitation.

Les Sociétés de Développement et les sociétés locales sont également intéressées à l'élaboration de ce programme d'informations locales, qui apparaît de plus en plus comme une nécessité.

B. Einsichtnahme und Äusserungsrecht

Droit de consulter les dossiers et de se prononcer

Esame della documentazione e diritto di pronunciarsi

1. Einsichtnahme in Gesuchsunterlagen

In die Gesuchsunterlagen kann beim

Radio- und Fernsehdienst
Generalsekretariat EVED (GS EVED)
Bahnhofplatz 10B, 2. Stock
3003 Bern

Einsicht genommen werden.

2. Äusserungsrecht

Aufgrund von Artikel 30 Absatz 4 der Verordnung vom 7. Juni 1982¹⁾ über lokale Rundfunk-Versuche (RVO) kann sich jedermann, der im vorgesehenen Versorgungsgebiet eines Gesuchstellers Wohnsitz oder Sitz hat, innert 30 Tagen nach dieser Veröffentlichung im Bundesblatt schriftlich zum Gesuch bzw. den Gesuchen äussern.

Allfällige Äusserungen sind einzureichen an:

Generalsekretariat EVED
3003 Bern

1. Consultation des dossiers

Les documents remis à l'appui de la demande peuvent être consultés à l'adresse ci-après:

Secrétariat général du DFTCE
Service de la radio et de la télévision
Bahnhofplatz 10B, 2^e étage
3003 Berne

2. Droit de se prononcer

Conformément à l'article 30, 4^e alinéa, de l'ordonnance du 7 juin 1982¹⁾ sur les essais locaux de radio-diffusion (OER), quiconque est domicilié ou

¹⁾ SR/RS 784.401; AS/RO 1982 1149

a son siège dans la zone de diffusion peut, dans les trente jours à compter de la publication dans la Feuille fédérale, se prononcer par écrit sur les demandes.

Les interventions seront adressées au

Secrétariat général du DFTCE
3003 Berne

1. **Esame della documentazione relativa alla domanda**

Può essere esaminata la documentazione presso il

Servizio Radio e Televisione
Segretariato generale DFTCE (SG DFTCE)
Bahnhofplatz 10B, 2° piano
3003 Berna

2. **Diritto di pronunciarsi**

L'articolo 30 capoverso 4 dell'ordinanza del 7 giugno 1982¹⁾ sulle prove locali di radiodiffusione (OPR), prevede che chiunque sia domiciliato o abbia la sede nella zona destinataria possa pronunciarsi per scritto sulla domanda, risp. sulle domande, entro trenta giorni dalla pubblicazione nel Foglio federale.

Eventuali osservazioni saranno inoltrate al:

Segretariato generale DFTCE
3003 Berna

20. September 1988	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
20 septembre 1988	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie
20 settembre 1988	Dipartimento federale dei trasporti, delle comunicazioni e delle energie

9007

¹⁾ RS 784.401; RU 1982 1149

Publications des départements et des offices de la Confédération

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	3
Volume	
Volume	
Heft	37
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.09.1988
Date	
Data	
Seite	449-484
Page	
Pagina	
Ref. No	10 105 561

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.